

VIOLEN
CES POLI
CIÈRES

PRIS l'essentiel
de l'actualité

ONS de ce BLO

mercredi QUEES

CARLOS
GHOSN

Affaire Benalla

Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» et sur les conditions d'enregistrement d'une conversation entre Alexandre Benalla et Vincent Crase fin juillet, après sa diffusion la semaine passée par Mediapart, a-t-on appris lundi de source judiciaire. Le média en ligne a en effet indiqué avoir refusé lundi matin une perquisition dans ses locaux (*lire plus bas*), où s'étaient présentés deux magistrats du parquet et des enquêteurs qui voulaient saisir les enregistrements en question dans le cadre de cette procédure. «Il y a des diligences pour trouver nos sources, c'est une situation particulièrement inquiétante», a dénoncé auprès de l'AFP Fabrice Arfi, coresponsable des enquêtes du journal en ligne.

d'Alexandre Benalla. «Comme on est dans le cadre d'une enquête préliminaire, nous avons le droit de refuser une perquisition et nous l'avons donc évidemment refusée, en nous permettant de commenter cette situation inédite dans l'histoire du journal, et que nous considérons comme particulièrement grave pour le journal», a également expliqué Fabrice Arfi.

Le refus de perquisition

Ainsi, il est possible de refuser une perquisition. En effet, le code de procédure pénale dispose qu'au moment d'une enquête préliminaire, «les perquisitions [...] ne peuvent être effectuées sans l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu». Il est toutefois possible d'imposer cette perquisition si l'une des infractions concernées est punie par cinq ans de prison ou plus. C'est le cas dans cette

triche ayant annoncé dimanche son intention de rejoindre les six. Pour Paris, la ministre française des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, l'a confirmé dimanche : «Si d'ici ce soir Maduro ne s'engage pas à organiser des élections présidentielles, nous considérerons que Guaidó est légitime pour les organiser à sa place et nous le considérerons comme le président par intérim jusqu'à des élections légitimes.» Une reconnaissance qui pour le moment ne va pas s'accompagner d'une rupture diplomatique avec l'équipe au pouvoir.

Fidélité

La décision prise par une minorité des 28 pays membres de l'UE marque une rupture. Jusqu'à présent, toutes les prises de position sur la crise vénézuélienne relevaient du consensus. Il s'agissait de sanctions économiques contre un régime accusé de ne pas respecter le jeu démocratique en muselant l'opposition, ou de gel des avoirs bancaires de personnalités soupçonnées de corruption ou de malversations. Désormais, l'Europe, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres enjeux de politique étrangère, est désunie. D'un côté, la bande des six qu'on peut comparer au groupe de Lima, qui réunit les pays d'Amérique latine proches de la diplomatie des Etats-Unis. De l'autre, des Etats qui privilégient le principe de non-ingérence, position synthétisée (avant le revirement de Vienne dimanche) par la cheffe de la diplomatie autrichienne, Karin Kneissl: «Nous reconnaissons les Etats, pas les gouvernements.» Un seul pays, la Grèce, soutient Nicolás Maduro, par fidélité de gauche. A l'opposé du spectre idéologique, l'Italie a jugé, par la voix de son Premier ministre, Giuseppe Conte, qu'il n'était pas «opportun de se précipiter à reconnaître des investitures comme celle de M. Guaidó, qui n'ont pas été validées par un processus électoral». Parmi les pays qui soutiennent Juan Guaidó, figurent deux Etats gouvernés à gauche : l'Espagne et le Portugal. Deux pays qui comptent de nombreux ressortissants (ou descendants de ressortissants) du Venezuela, comme le montrent, selon l'Organisation internationale des migrations, les chiffres de migrants vénézuéliens accueillis en 2017 : 209 000 en Espagne, 25 000 au Portugal. Mais c'est aussi le cas de l'Italie qui a vu entrer sur son territoire, la même année, 49 000 migrants.

Fauteuil

Le régime chaviste et ses sympathisants reprochent aux Etats de l'UE de s'aligner, avec dix jours de retard, sur la décision de Donald Trump de reconnaître Juan Guaidó comme président. C'est méconnaître les actions passées de l'UE sur le sujet. Les Vingt-Huit n'avaient pas reconnu les résultats de la présidentielle du 20 mai 2018, tenus dans un contexte qu'il convient de rappeler. Fin janvier, le Conseil national électoral (CNE), contrôlé par le pouvoir, avait interdit à l'opposition de présenter, comme elle le souhaitait, un candidat unique sous l'étiquette de la Table de l'unité démocratique (la coalition MUD). Plusieurs partis avaient opté pour présenter des candidats, mais le même CNE avait décidé en février d'avancer le scrutin de décembre à avril (date fixée en mai par la suite).

Dans l'impossibilité d'organiser des primaires et de préparer en quelques semaines leur campagne, les candidats potentiels de l'opposition avaient alors



■ Alexandre Benalla devant la commission sénatoriale, le 19 septembre.

Mediapart avait publié jeudi des extraits d'un enregistrement d'une conversation entre Alexandre Benalla, ancien conseiller d'Emmanuel Macron, et Vincent Crase, ex-employé de LREM et gendarme réserviste. Selon le site d'information, cette conversation a eu lieu le 26 juillet, quelques jours après que les deux hommes ont été mis en examen pour des violences sur des manifestants le 1er mai 2018 et en violation de leur contrôle judiciaire.

La source judiciaire a précisé que l'ouverture de l'enquête préliminaire, qui vise également la «détention illicite d'appareils ou de dispositifs techniques de nature à permettre la réalisation d'interception de télécommunications ou de conversations», est intervenue à la suite de la réception par le parquet de Paris d'«éléments», dont la nature n'a pas été précisée. Une source proche de l'enquête a ajouté qu'elle n'avait pas été déclenchée à la suite d'une plainte

affaire, où sont visés des faits de «détention illicite d'appareils ou de dispositifs techniques de nature à permettre la réalisation d'interception de télécommunications ou de conversations». Mais il faut alors que le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance ait donné son accord. En l'occurrence, il y a donc fort à penser soit qu'il n'a pas été saisi, soit qu'il n'a pas donné d'accord.

Venezuela

L'ultimatum fixé par six pays de l'Union européenne ayant expiré dimanche à minuit, la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Portugal et les Pays-Bas vont reconnaître dans la journée Juan Guaidó comme président légitime, par intérim, de la République bolivarienne du Venezuela. Et probablement un septième, l'Au-



GARDONS
ESPOIR

2003

SALA

9

■ Hommage rendu au footballeur argentin Emiliano Sala avant le début du match FC Nantes et AS Saint Etienne, au stade de La Beaujoire à Nantes, le 30 janvier 2019

Climat

Selon une étude rendue publique ce lundi, la fonte des neiges éternelles himalayennes d'ici à la fin du siècle est envisagée si la planète restait sur la même trajectoire d'émissions de gaz à effet de serre. Avec le risque de déstabiliser les grands fleuves d'Asie.

Les deux tiers des glaciers de l'Himalaya et de l'Hindou Kouch pourraient fondre d'ici à la fin du siècle si la planète restait sur la même trajectoire d'émissions de gaz à effet de serre, risquant de déstabiliser les grands fleuves d'Asie, selon une étude rendue publique lundi. S'étendant sur 3 500 kilomètres de l'Afghanistan à la Birmanie, la région montagneuse de l'Hindou-Kouch-Himalaya (HKH) est qualifiée de «troisième pôle» par les scientifiques pour ses gigantesques réserves de glace. Celles-ci alimentent dix cours d'eau majeurs d'Asie, du Gange au Mékong en passant par le fleuve Jaune, le long desquels sont structurés des bassins de populations.

«Crise climatique»

Or le réchauffement climatique menace les glaciers en altitude de cette ligne montagneuse qui compte les plus hauts sommets du monde comme l'Everest et le K2, selon une vaste étude, fruit de cinq ans de travail et qui a mobilisé plus 350 chercheurs et experts, dirigée par l'International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), une organisation intergouvernementale établie à Katmandou (Népal). «C'est la crise climatique dont vous n'avez pas

entendu parler», a déclaré le responsable du rapport Philippus Wester, de l'ICIMOD, cité dans le communiqué de presse.

Même si les nations de la planète parvenaient à contenir le réchauffement climatique du globe à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle d'ici à 2100, la cible basse de l'accord de Paris sur le climat de 2015, l'Hindou-Kouch-Himalaya perdrait tout de même un tiers de ses glaciers. Une fonte qui ne sera pas sans conséquences pour les 250 millions d'habitants de ces montagnes et les 1,65 milliard d'autres qui vivent dans les bassins fluviaux en aval. «Le réchauffement climatique est en passe de transformer les pics montagneux couverts de glaciers de l'HKH à travers huit pays en roches nues en moins d'un siècle. Les conséquences pour les peuples de la région, déjà l'une des régions de montagnes les plus fragiles et à risques du monde, iront d'une aggravation de la pollution de l'air à une augmentation des événements climatiques extrêmes», a mis en garde l'hydrologue.

Soudaines inondations

En influant sur les volumes et les périodes de la fonte glaciaire, le réchauffement climatique menace la production agricole dépendante de cette eau et fait peser un risque d'insécurité alimentaire, aussi bien dans les montagnes qu'en contrebas. «Les réductions projetées des débits avant la mousson de rivières et les changements dans la mousson feront le plus mal, perturbant les systèmes de distribution d'eau urbains et les productions de nourriture et d'énergie», a estimé Philippus Wester. Sécheresses plus fréquentes, aug-

mentation du nombre de violentes précipitations et des soudaines inondations dues aux ruptures de lacs glaciaires figurent parmi les risques climatiques cités par l'étude. Et «davantage d'eau devrait déferler dans l'Indus, le Gange et le Brahmapoutre», obligeant à un changement dans l'agriculture pratiquée dans les vallées à proximité de ces fleuves, note-t-elle.

Très élevée dans les plaines indo-gangétiques, la pollution atmosphérique cause également le dépôt de noir de carbone et de poussière sur les glaciers. Ce phénomène a pour conséquence d'accélérer leur fonte, de modifier la circulation de la mousson et la distribution des pluies au-dessus de l'Asie. Les auteurs du rapport estiment qu'il sera nécessaire d'injecter dans la région de 3,2 à 4,6 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour s'adapter au changement climatique, puis de 5,5 à 7,8 milliards de dollars par an d'ici à 2050. «Tous les pays (de l'Hindou-Kouch-Himalaya) partagent les ressources montagneuses donc il est nécessaire qu'ils travaillent ensemble pour déterminer la façon d'affronter ce problème et aussi parler d'une même voix sur la scène mondiale», a plaidé David Molden, le directeur général de l'ICIMOD.

Salvador

«Mange-bulletins» a encore fait des siennes. L'artiste conceptuel Victor Hugo «Crack» Rodriguez a mis en scène un happening, comme à chaque grande date de la vie politique du Salvador. Pour la présidentielle de 2014, il avait mâché et avalé des bulletins de vote. Après avoir fait du hula-hoop en 2018 avec les couronnes de fleurs déposées sur le monument aux victimes de la guerre civile, cette célébrité locale est arrivée, dimanche, à son bureau de vote enfermé dans un cercueil. D'où il a émergé, menotté et en tenue de taulard, pour déposer son bulletin dans l'urne. Les électeurs n'ont pas manqué d'audace non plus à

«C'est la crise climatique dont vous n'avez pas entendu parler»

